

Et si chaque commune logeait des migrants...

Des maires et élus ruraux de l'association Territoires44 appellent tous les maires du département à faire un effort de solidarité pour proposer des solutions à la crise des migrants, à Nantes.

L'initiative

« Il n'est pas possible de laisser des gens vivre dans cette situation ! » Georges Leclèves, maire de Chaumes-en-Retz, co-préside l'association Territoires44. Ce regroupement de maires et d'élus ruraux, sans étiquettes politiques, en dehors des partis, lancera officiellement, ce vendredi, à Nantes, un appel à l'ensemble des maires de Loire-Atlantique « pour qu'ils apportent leur contribution dans la recherche de solutions concrètes » à la crise humanitaire des migrants à Nantes. Solutions qui passent par des logements. Avant l'hiver. « La situation humanitaire du square Daviais interpelle au-delà de la métropole », estime Territoires44. Environ 500 migrants y dorment sous des tentes.

« Chacun prend sa part de fraternité »

« On s'est demandé comment il était possible de répartir cette difficulté. Mettre un logement d'urgence ou un logement social à disposition n'est pas une petite décision pour une commune. Je sais ce qu'il en est, nous accueillons une famille irakienne à Chaumes-en-Retz. Mais on parle là d'humanité. L'idée est d'encourager tous les maires à participer à l'effort de solidarité, que chacun prenne sa part de « fraternité ». C'est quand même un élément fort de notre devise nationale, un pan de notre démocratie », motive Georges Leclèves.

Il pense que les maires sont bien placés pour impulser cette solidarité : « Le maire peut être un incitateur. Il est souvent suivi dans sa commune. Alors j'espère que nos concitoyens auront confiance en nous dans cette démarche, et qu'ils nous donneront un coup de main pour créer une



Toujours aucune solution d'hébergement pour environ 500 migrants, square Daviais, en plein centre de Nantes.

(Ondré PHOTO - FIANNO DUBAY)

chaîne de solidarité. »

L'idée de Territoires44 n'est pas de déplacer les migrants de Daviais vers les communes rurales. Plutôt d'accueillir des demandeurs d'asile dont le statut a déjà été régularisé, mais qui, faute de solution de logement public ou privé, restent dans les Cada (centres d'accueil des demandeurs d'asile). Ils bloquent des places. « Ces réfugiés auront passé les premières étapes administratives. C'est compliqué, autrement, d'organiser les déplacements vers Nantes pour toutes les démarches. Ensuite,

nous, dans nos communes, nous pourrions loger et faire le travail d'intégration de ces personnes, explique Georges Leclèves. Si on fait ça, on réussira à libérer des places dans les Cada pour y placer les migrants de Daviais, qui, eux, sont en attente de l'étude de leur dossier. »

Dans cet appel aux maires du département, Territoires44 affirme être « soutenu par la préfecture de Loire-Atlantique ». La députée LREM de Nantes, Valérie Oppelt, salue la démarche de Territoi-

res44. Déjà, en juillet, les députés En Marche de Loire-Atlantique et des élus LREM avaient écrit aux maires de la métropole nantaise pour leur demander « d'ouvrir des places d'hébergement temporaires » dans des locaux vacants. En août, des associations impliquées à Daviais avaient aussi sollicité ces mêmes maires de l'agglomération. Ces deux initiatives n'ont, à ce jour, débouché sur rien de concret.

Christophe JAUNET.